



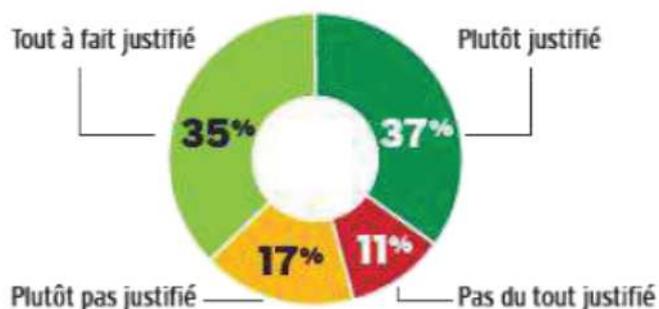
REVUE DE PRESSE

Mardi 13 novembre 2018

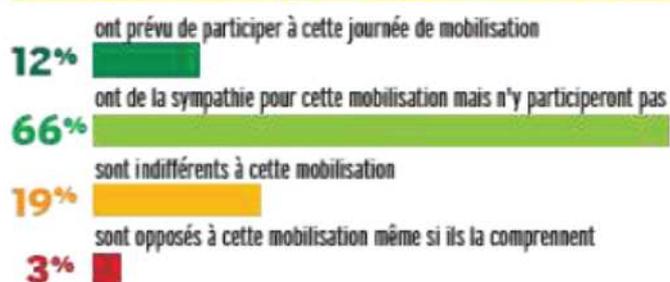


Manifestation du 12 novembre: les Français derrière les profs

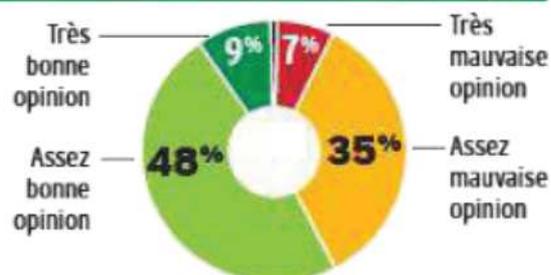
Trouvez-vous ce mouvement justifié ?



Attitude des Français face à ce mouvement



6 Français sur 10 ont une bonne opinion de l'Education nationale



Le gouvernement fait-il assez d'efforts pour l'Education nationale ?



Source : sondage réalisé par Odoxa sur internet les 30 et 31 octobre 2018 pour la Banque Française Mutualiste avec L'Obs, Presse régionale, France Inter sur un échantillon de 988 Français représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, selon la méthode des quotas

■ Il faut 150 millions pour remettre des trains entre Angoulême et Limoges ■ Le préfet de région a réuni les élus hier ■ Trois scénarios sont à l'étude ■ La réouverture de la ligne prendra du temps.

Angoulême-Limoges à la vitesse d'un tortillard

Il suffit de réaffecter les 120 millions de l'électrification d'Angoulême-Royan.

Jean-François BARRÉ
j.barre@charentelibre.fr

«**J**e n'entrerai pas dans le débat du "déshabiller Pierre pour habiller Paul". L'État doit prendre ses responsabilités. Nous avons tous rappelé l'importance de cette ligne pour les voyageurs et le fret.» Joël Ratier, le président de la communauté de communes Porte océane du Limousin, à Saint-Junien en Haute-Vienne, est sorti plutôt remonté de la réunion qu'a tenue hier après-midi à Angoulême Didier Lallement, le préfet de région. Parce qu'il a bien cru lire entre les lignes que le train ne ressemblerait pas de sitôt en Charente limousine.

«Il suffit que l'État mette 150 millions», ce sont des postures de réunion qui produisent rarement des effets.



Didier Lallement, préfet de région

Là où les élus locaux sont les plus attentifs au devenir de la ligne Angoulême-Limoges, où plus un train ne circule aujourd'hui entre Saillat et Angoulême. Ils sont tous signataires du «manifeste de Saillat» qui veut rappeler combien est «stratégique» cette ligne «dans l'aménagement de [leur] terri-



Réunion de concertation à Angoulême. Il manque toujours 150 millions pour remettre les trains sur les rails entre Angoulême et Limoges.

Photos Renaud Joubert

toirs». Que Philippe Bouty, le président de la CDC de Charente limousine, appelle «une ligne de vie plus du tout desservie». Le problème, c'est que la remise à niveau, la «régénération», de la ligne, c'est 140 millions d'euros de plus que les 10 inscrits au contrat de plan État-Région (CPER) de l'ex-Poitou-Charentes. Une ligne fragilisée par des années de laisser-aller, oubliée des travaux de SNCF, «qui transportait 200 passagers par jour à sa fermeture, 500 hier et qui pourrait faire beaucoup plus», observe Thomas Mesnier, le député charentais. Cent cinquante millions, c'est l'estimation de la SNCF, présentée hier aux élus, pour une reprise totale de la voie, à la fois pour les voyageurs et le fret (lire ci-dessous).

Hier, le préfet de région a voulu jouer la transparence, livrer les éléments de réflexion aux élus et aux habitants. Rappeler qu'il existe dans les cartons de SNCF une option low-cost à 6 millions pour des «travaux de survie», sans aucune garantie dans la durée, avec une limitation à 60 km/h, «mais qui permettrait de faire rouler des trains». Certains élus du secteur disent pourquoi pas. La Région a d'ores et déjà dit non. Entre juillet 2016 et fin août 2017, plus de 5 millions ont été investis sur la ligne pour des «travaux d'urgence», avec le succès que l'on connaît aujourd'hui. Reste la solution à 150 millions, selon les estimations de SNCF Réseau, qui fait monter le vice-président de la Région Jean-Fran-

çois Dauré dans les tours. «C'est l'obsolescence programmée par la SNCF qui n'a rien fait depuis les années 60. Je veux une expertise indépendante sur le coût, sur l'état réel de la ligne», disait-il à l'issue de la réunion. C'est l'option qu'a choisie le conseil régional. Un audit qui devrait être restitué, dans la même configuration, à Angoulême fin janvier.

Définir les priorités

Il pourra sans doute déterminer la véritable nature des travaux à engager pour que la ligne reprenne vie. Mais sans doute pas comment débusquer ces millions. Le contrat de plan est asséché, ne prévoyait à l'origine «que» 19 millions, à affecter à la modernisa-

tion de la signalisation... «Il suffit de réaffecter les 120 millions que coûterait l'électrification d'Angoulême-Saintes-Royan, qui ne se fera jamais, qui est une hérésie que souligne le rapport Duron sur les mobilités.» C'est l'option que défend la sénatrice charentaise Nicole Bonnefoy, appuyée sur les essais de train à hydrogène que va lancer la SNCF sur cette ligne. L'idée pourrait séduire Philippe Bouty qui le dit clairement: «La priorité est là où les trains ne circulent plus.» «Il faudra définir à qui l'on prend, prévient dès lors le préfet de région. On a pu absorber 40 millions de surcoût sur Libourne-Bergerac en redéployant des crédits.» À 140 millions, la donne n'est plus la même. Parce que Didier Lallement a très vite écarté l'hypothèse «"il suffit que l'État mette 150 millions"». «Ce sont des postures de réunion qui produisent rarement des effets», a juste taclé le représentant de l'État en rappelant que, sur le total des trois CPER de Nouvelle-Aquitaine, le volet infrastructures, qui représente 1,2 milliard, devrait vraisemblablement s'alourdir de 40 %. L'enjeu est celui de la survie des petites lignes, celles du quotidien chères à la ministre des Transports, mais «la participation de SNCF Réseau est revue à la baisse sur Angoulême-Limoges», souligne Didier Lallement. L'enjeu, c'est aussi, comme l'a rappelé Thomas Mesnier: «C'est essentiel pour l'existence du nœud ferroviaire d'Angoulême. 2027, c'est la clause de revoyure avec la SNCF. Si l'on n'est pas à un million de passagers, cela pourrait remettre en cause les liaisons TGV.»

Double discours Le fret, parent pauvre du rail

Les élus de Haute-Vienne et de Charente limousine l'affirment: ils ont un projet de développement autour de cette ligne. Les entreprises du secteur sont même demandeuses. «Il y a un potentiel énorme», appuie le conseiller régional charentais William Jacquillard. Mais en plein discours sur la transition écologique, «on a tout fait pour envoyer le fret sur les routes, mis en place une politique de démantèlement du ferroviaire», accuse l'élu. C'est vrai en Charente limousine pour la filière bois qui déverse ses camions sur la RN 141. «Ça l'est aussi dans les Landes», insiste William Jacquillard. À Saillat, en limite de Charente, International Paper, géant du papier, ne voit plus de train depuis des années, se fait livrer sa matière première par camions. C'est pourtant l'une des trois

entreprises du secteur qui bénéficie d'une «installation terminale embranchée», une voie ferrée aux portes des ateliers. À Exideuil, Olivier Reiter est lui aussi victime du paradoxe fret ferroviaire. «Je ne fais plus de trains depuis 2009.» C'était pourtant l'avantage d'une capacité transportée importante, «parce qu'une grosse capacité de transport, c'est une grosse capacité commerciale». La carrière des Granulats de Charente limousine expédie chaque année 500 000 tonnes de diorite vers les centrales d'enrobé, dont 200 000 tonnes vers le Bordelais, vers l'ouest essentiellement, sur des poids lourds. «Je mets 1 400 tonnes sur un train. C'est l'équivalent de 46 camions.» Olivier Reiter a vite compris son intérêt. L'environnement n'est pas tout.

Le directeur vient d'établir un plan de développement. «Il nous engage pour cinquante ans. On peut imaginer la flambée des carburants. On se doit de penser au ferroviaire.» Sur des tarifs comparables. Il a rencontré SNCF Réseau qui n'a pu prendre d'engagement quand lui-même pouvait s'engager sur des tonnages. «Notre projet à 2 millions d'euros a même été bâti avec l'altimétrie de la voie ferrée, pour que les plateformes soient au bon niveau.» Il sait que ses collègues de la carrière de Pagnac, en Haute-Vienne, qu'International Paper sont aussi intéressés. «Si l'on veut donner une énergie à ces territoires ruraux, il faut conserver le ferroviaire.» Il observe, un peu amer: «On a démonté les tramways pour les refaire trente ans après. C'est pareil.»

Alcool au volant: des contrôles intensifiés

2,54 grammes d'alcool par litre de sang; 1,78 g/l; 1,52 g/l. Ce sont les trois taux d'alcool les plus importants relevés sur des conducteurs impliqués dans les accidents du week-end en Charente. Sur la zone gendarmerie, sept accidents ont été recensés, deux ayant occasionné des blessés. À Chassors un jeune homme s'est cassé la cheville après avoir emprunté à cyclo une route fermée pour travaux. À Orgeuil, un habitant de Saint-Claud de 56 ans a été grièvement blessé et est toujours dans le coma. Dans le premier accident,

l'alcool n'est pas en cause; dans le second, les résultats des analyses de sang ne sont pas connus. En revanche, pour les cinq accidents matériels, à Bécheresse, Blanzac, Chabonais, Ruffec, Saint-Genis-d'Hiersac et Merpins, les conducteurs étaient tous alcoolisés. La gendarmerie de la Charente a communiqué sur son compte Facebook pour rappeler: «Si vous prenez le volant, ne buvez pas. Si vous avez bu, ne prenez pas le volant». Et annoncer que «dans les jours et semaines à venir, de nombreux contrôles seront mis en place sur l'ensemble du réseau routier».

Près de 500 profs et lycéens dans la rue à Angoulême

Enseignants, personnels, lycéens..., ils ont été nombreux hier à se mobiliser contre les suppressions de postes annoncées dans le budget 2019 et dénoncer leurs conditions de travail.

Amandine COGNARD
a.cognard@charentelibre.fr

«**L**a manipulation est grossière et nous devons la dénoncer!», a clamé hier au micro Christelle Fontaine, secrétaire départementale du Snes-FSU, entourée par les représentants de l'Unsa, de la Cfdt, mais aussi de la CGT, de SUD, FO, Solidaires et même de l'UNL-SD, le syndicat lycéen. C'est à un appel unanime des syndicats qu'ont répondu près de 500 professeurs, personnels et lycéens hier à Angoulême. Rassemblés sous leurs capuche et parapluie dès 10h30 devant l'inspection académique, ils ont ensuite déambulé en cortège rue de l'Éperon, et jusqu'à la place des Halles. 83 % des personnels du collège Pierre-Mendès-France de Soyaux, 50 % des enseignants du lycée Guez-de-Balzac à Angoulême, 70 % des enseignants du Lisa..., la grève a été particulièrement suivie dans les établissements du second degré. Principale revendication: les 2 650 suppressions de postes dans le secondaire et 400 dans l'administratif, prévues dans le budget 2019, dont le volet Éducation nationale sera discuté en plénière aujourd'hui à l'Assemblée nationale. «Nos conditions de travail

n'ont jamais été aussi pénibles et vont encore se dégrader. Les classes vont être surchargées et on aura encore moins de personnels administratifs pour gérer la vie scolaire, alors que les incivilités se multiplient dans les établissements», alerte Christelle Fontaine. À Pierre-Mendès-France, qui accueille 35 élèves supplémentaires cette année, plusieurs classes se retrouvent avec des effectifs de plus de 30 élèves, soit au-dessus du seuil maximum. Les personnels sont venus en nombre dénoncer «avec force des conditions dégradées».

Des centaines d'heures en moins

Ces mesures budgétaires viennent s'ajouter à une réforme du lycée déjà très mal accueillie. «Elle oblige les élèves à faire des choix très tôt et donc à renoncer à certaines matières qui font pourtant partie d'un socle essentiel. À structure équivalente, ça représente 160 heures d'enseignement en moins», dénonce Christelle Fontaine, professeur de philosophie à Guez-de-Balzac. Et tous les lycées ne pourront pas proposer tous les choix de spécialités, en milieu rural encore plus qu'ailleurs, les élèves devront faire des choix par défaut, qui leur fermeront des portes pour la suite.»



Près de 500 professeurs, personnels et lycéens ont manifesté dans les rues d'Angoulême hier.

Photo Renaud Joubert

Elle liste aussi pêle-mêle la nouvelle organisation du bac, dont «le caractère national a pris un sérieux coup», «des ambitions toujours plus grandes d'inclusion et de prise en charge du handicap, mais sans moyen en face.» Du côté des lycées pro, çaousse aussi. La réforme de la voie professionnelle inquiète. «Le ministère veut nous faire croire qu'il n'y aura

pas d'heures en moins, mais c'est faux. Sur les trois années de bac pro, les élèves vont perdre sept à huit semaines de cours disciplinaires, comme le français par exemple. Cela doit être remplacé par un chef-d'œuvre et des heures interdisciplinaires, mais dont on ne sait rien de la teneur ou de l'organisation, et pour quelle qualité de formation?», interpelle Christophe Babin, élu

CGT Éduc'action 16 et professeur au lycée Charles-Coulomb d'Angoulême. «S'ils diminuent le nombre d'heures de français, de physique, chimie et le choix des options, cela va diminuer les chances des élèves de bac pro qui voudront rejoindre la fac, appuie Nicolas Ledoux, président de l'UNL-SD Charente, le syndicat lycéen. Ces réformes freinent nos ambitions.»

»
Sur les trois années de bac pro, les élèves vont perdre sept à huit semaines de cours disciplinaires.

La récompense

Les quais de Cognac tapent dans l'œil

Quai ce qu'il est beau. Elle a en fait l'annonce hier sur sa page Facebook. La Ville de Cognac est lauréate ex æquo du Grand Prix national de la Revue des collectivités locales, qui récompense les meilleures réalisations urbaines. *«C'est pour la qualité de la rénovation de ses quais que Cognac a été distinguée»*, indique la Ville, qui avait inauguré ces nouveaux aménagements en juin dernier, en présence du ministre Jacques Mézard. Un chantier à plus de 2 millions d'euros, projet phare du mandat de Michel Gourinchas. Ce Grand Prix a été décerné dans la catégorie «Aménagement et espace public» et il sera remis au maire le 4 décembre prochain à Paris.



Les quais de Cognac immaculés ont été inaugurés en juin dernier.

Photo archives CL

La photo



Photo Sdlis Charente

Un chantier tout feu tout flamme

Du neuf à Jarnac. La première pierre a été posée en décembre l'an dernier. Depuis, comme le montre cette photo publiée par le Service départemental d'incendie et de secours sur sa page Facebook, les travaux de l'école départementale du feu et du nouveau centre de secours de Jarnac ont bien avancé. À droite: la caserne. À gauche: les fondations des pôles administratif, de la restauration et des salles de cours de l'école. Au second plan: les plateaux techniques en cours de construction. Inauguration prévue au printemps 2020.

■ Nadia Nougaret vient d'ouvrir «O Pas ommun» chez elle, dans le quartier du champ de foire ■ Après avoir été internationale de rugby et hôtesse de l'air.

La joueuse de rugby se met aux fourneaux

Julie PASQUIER
j.pasquier@charentelibre.fr

Au rugby, ses cousins ne se frottaient pas à elle. Bien trop féroce dans les plaquages. «*T'es folle, ils me disaient*», sourit Nadia Nougaret. On a du mal à imaginer, aujourd'hui, quand on voit ses petits plats raffinés. À 46 ans, la Cognacaise a déjà eu tout un tas de vies. Elle en ouvre une nouvelle, en même temps qu'un restaurant, au 6, rue Pasteur, dans le quartier du champ de foire. Un concept plutôt, puisque l'ancienne sportive accueille chez elle, les lundi, mercredi et vendredi midi. Dans sa maison «*tout en long comme un avion*», décrit celle qui a fait carrière dans les airs.

”
J'étais plutôt destinée à être prof d'EPS, à travailler dans la police ou dans un commando.

Un parcours atypique pour une femme débordante d'énergie. En sport, elle a à peu près tout testé: le tennis de table, la voltige à cheval, le kick boxing, la danse, mais surtout l'athlétisme, le triathlon et le rugby. Licenciée à Jarnac, elle a été la première internationale du club au début des années 90. Elle a fait une saison avec les Clifton Ladies, près de Bristol, en Angleterre, et même la Coupe du monde, en 1994, à Edimbourg. Photo à l'appui. «*J'étais plutôt destinée à être prof d'EPS, à travailler dans la police ou dans un commando.*» Elle a choisi hôtesse de l'air. «*Ça me laissait du temps pour m'entraîner*», explique-t-elle. En 1995, elle obtient son premier contrat à Nantes. Deux ans plus tard, elle



Rue Pasteur, Nadia Nougaret reçoit chez elle. «Pas une oreille ne traîne. C'est idéal pour les repas d'affaires», dit-elle.

Photo J. P.

est cheffe de cabine à Marseille. Puis, elle revient à Bordeaux comme instructrice. Entre-temps, la société dans laquelle elle avait débuté est devenue Hop!, filiale d'Air France.

Cuisine du monde

Mais du sport et du métier d'hôtesse, Nadia Nougaret a dû faire le deuil. La faute à une maladie qui l'a rendue inapte il y a quatre ans. «*Ça été la guerre dans mon corps, mais maintenant je revis*», confie-t-elle sobrement. Reconnue travailleuse handicapée, elle a pris le temps de se façonner un projet. Du sur-mesure pour continuer à s'éclater. Elle s'est tournée vers la cuisine. «*Ça a toujours fait partie de ma vie et je voulais un métier*

passion, comme le premier», glisse-t-elle. Il a fallu trois ans pour voir naître «O Pas Commun». Dans son resto à domicile, qui a ouvert mi-octobre, Nadia Nougaret peut recevoir dix personnes autour de sa grande table. «*C'est un concept qui existe dans les grandes villes, mais qui n'était pas encore arrivé à Cognac*, explique-t-elle. *C'est l'idéal pour des repas d'affaires. Ici, il n'y a pas d'oreille qui traîne.*» Il est même possible de privatiser l'espace. Et si l'on ne vient pas à dix, le repas devient l'occasion de rencontres. «*Il se peut que j'aie, autour de la table, des gens qui ne se connaissent pas.*» Pour lancer la conversation, Nadia Nougaret a collé au mur une carte du monde. «*En arrivant, chacun met une*

épingle dans les pays où il est allé. Les voyages, c'est toujours propice aux discussions.» Cela correspond tout à fait à sa cuisine. Dans ce qu'elle appelle sa «*salle de jeux*», aménagée comme une vraie cuisine de restaurant, la nouvelle cheffe concocte des plats du monde, dont tous les ingrédients proviennent du marché du champ de foire. La présentation est soignée. Le plus: elle-même intolérante au gluten, aux œufs ou au riz, elle s'adapte à tous les régimes alimentaires. Et elle sert le tout avec un sourire rayonnant. «*Même dans les moments les plus durs, il ne m'a jamais quittée.*»

«O Pas Commun». Formule à 18 € les lundi, mercredi et vendredi midi. Réservation obligatoire la veille au 06 25 47 98 20.

Anoter Littératures européennes: on réserve...

La 31^e édition du festival Littératures européennes Cognac approche à grands pas. Les festivités débutent ce jeudi 15 à La Salamandre jusqu'à dimanche pour quatre jours riches de propositions à l'attention des adultes comme du jeune et très jeune public, particulièrement gâté cette année. À ce titre, il est chaudement recommandé d'inscrire dès maintenant les enfants aux ateliers de samedi et dimanche, ainsi qu'au grand jeu battle à la Fondation Martell samedi (14h) et au spectacle Tartare de contes dimanche (11h), les places étant limitées. Tous ces rendez-vous sont gratuits pour tout le monde (Photo archives CL). Réservation par courrier électronique à contact@litteratures-europeennes.com.



■ PATRIMOINE

Rendez-vous surprise à Cognac samedi. Vincent Bretagnolle, l'animateur de l'architecture et du patrimoine, propose sa traditionnelle visite surprise «Rendez-vous en terres inconnues cognacaises» ce samedi 17 novembre. Le principe: une heure, un lieu de rendez-vous, mais le public ne sait pas ce qui l'attend (lieu d'exception, monuments insolites, sites cachés...). Rendez-vous à 10h30 au parking de la rue Marguerite-de-Navarre à Cognac. Visite gratuite.

■ CIRCULATION

Les rues à éviter à Cognac. Des restrictions de circulation et de stationnement sont mises en place rue Jules-Brissou, avenue du Maréchal-De-Lattre-de-Tassigny, boulevard Denfert-Rochereau, rue Aristide-Briand, place François-1^{er}, avenue Victor-Hugo et rue de Balzac jusqu'au 30 novembre.

Le chiffre

1.415

L'agglomération de Grand Cognac a pris en charge jeudi, l'entretien de 2.215 mètres de voirie en les déclarant «d'intérêt communautaire».

Ce sont des rues ou des bouts de voies oubliés l'an dernier, au moment de lister les voies communautaires. Ces dernières sont choisies selon deux critères principaux: le nombre de poids lourds qui les empruntent et leur destination (par exemple si elles rallient une zone économique). Au total, 2.215 mètres ont été ajoutés aux 18 km déjà repris par l'agglomération, dans cinq communes (Châteaubernard, Criteuil, Châteauneuf, Jarnac et Segonzac). Mais les 800 mètres de la rue Basse-Saint-Martin, à Cognac, ont été retirés du lot «dans l'attente de [leur] reconfiguration» et de ses conséquences, sur le trafic notamment.

■ CHÂTEAUBERNARD

Six médailles récompensent les salariés de l'Esat des Vauzelles

Jour de fête vendredi, à l'Établissement et service d'aide par le travail (Ésat) les Ateliers des Vauzelles. Six salariés ont reçu une médaille du travail: argent pour Laëtitia Cam et Nathalie Breteaud, vermeil pour Annie Bajot et Jean-Pierre Phelippeau, en or pour Joël Etevenard et Alain Roux.

Elles viennent récompenser «un travail de 20, 30 voire 40 ans», a rappelé Alexandra Anseur, directrice adjointe du pôle adultes, qui a salué chacun des parcours.

L'Ésat emploie 84 travailleurs en situation de handicap qui interviennent pour des travaux de sous-traitance, pour l'entretien d'espaces verts, sur du maraîchage bio, ou qui sont mis à disposition d'entreprises locales.



Alexandra Anseur, directrice adjointe du pôle adultes, a remis leur médaille à six salariés.

Photo CL

■ COMMERCE

La Minute blonde ouverte au Fief-du-Roy



C'est avec soulagement que Nicolas et Flavia Vignaud (Photo CL) ont enfin pu ouvrir leur bar à bière «La Minute blonde» sur la zone commerciale du Fief-du-Roy. Les difficultés liées à l'obtention de la licence avaient empêché une inauguration prévue en juillet. Ancien boulanger passionné par la bière, Nicolas Vignaud a fait un séjour à Bruxelles pendant un an, une extraordinaire ouverture sur cette boisson aux multiples variantes, qui l'a conforté dans son idée d'en faire sa future activité. Pour ouvrir son bar à bière, qui en propose jusqu'à 450 variétés, dont 250 en magasin, à boire sur place, avec des tapas, ou à emporter, le couple s'est installé en Cognçais et a embauché une personne en cuisine. Jusqu'à Noël, «La Minute blonde» sera ouverte sept jours sur sept, de 10h30 à 14 h et de 15h30 à 21h30.

À Châteaubernard, les seniors révisent le code de la route

Pour les trente-huit seniors réunis salle Jean-Tardif à Châteaubernard à l'appel de l'Udaf (Union départementale des associations familiales), ce vendredi a été consacré à une sensibilisation à la sécurité routière. «*Cette journée s'inscrit dans une démarche de maintien de l'autonomie des plus de 60 ans, dans le but de préserver leur indépendance*», indique Christine Granet, chef du service «actions familiales» à l'Udaf 16.

En matinée, les participants ont pu remettre à niveau leurs connaissances sur le code de la route, notamment ce qui concerne les nouveaux panneaux, les nouvelles limitations de vitesse ou l'abord des giratoires. C'était aussi l'occasion d'appréhender les risques spécifiques aux seniors. Après le déjeuner, qui a permis de nombreux échanges, est venu le temps des «épreuves pratiques».

Premier exercice: réaliser un parcours avec des lunettes spéciales, reproduisant la prise d'alcool ou de drogue, afin de comprendre à quel point cela modifie le comportement, suivi par un quiz sur le code de la route, comme pour le permis.



Une petite quarantaine de seniors ont repassé l'épreuve du code, vendredi. Photo CL

Enfin, chacun a pu se soumettre à un test visuel et mesurer ses capacités de réaction. Depuis sept ans, cette sensibilisation est menée dans différents lieux du département, en partenariat avec la Pré-

vention routière et les Opticiens mutualistes, et avec le soutien de la préfecture de la Charente ainsi que du conseil départemental.

Pierre NAU

Lutherie et patrimoine au diapason à Gourville

Charlérie Dauriat, luthier, a investi le château. Il y a installé son atelier, propose des visites gratuites de l'édifice et fait découvrir son métier.



Charlérie Dauriat a installé son atelier de luthier au rez-de-chaussée de la bâtisse au passé mouvementé.

Photo CL

Un rêve d'enfant que je caressais depuis longtemps, il se concrétise», avoue Charlérie Dauriat qui vient d'installer son atelier de lutherie dans le château de Gourville. Jusqu'à août dernier, le jeune luthier travaillait dans la maison familiale à deux pas. «Je me disais, dans une dizaine d'années, je serais là-bas. Ça a été plus rapide», poursuit-il, le regard tourné vers les tours carrées de la forteresse. Il vient d'ajouter la corde patrimoine à son arc en devenant le gardien et le guide des lieux.

Une rencontre avec les propriétaires en juillet a vite scellé le projet qui le propulse luthier et gardien du château. Charlérie Dauriat propose désormais des visites guidées gratuites de l'édifice et de ses extérieurs (1). «Une belle bâtisse chargée d'histoire, au passé peuplé de propriétaires aussi ambitieux qu'imaginatifs», rappelle-t-il. Lorsqu'il commence sa visite, il évoque Élie de Gourville, le pre-

mier propriétaire. Les promeneurs sont ensuite guidés dans toutes les pièces du rez-de-chaussée, salons, chambres, cuisine, et découvrent l'histoire mouvementée du château, meublé d'éléments glanés chez les antiquaires. Le guide souligne les transformations réalisées au gré des fantaisies de propriétaires successifs, que «les portes sont toutes des vieilles portes, mais pas d'origine, que les murs ont été lourdement déplacés».

«La vie de château pour les clients prestigieux»

Une histoire mouvementée qu'il se plaît à raconter sans négliger la passion pour son métier: la fabrication de ses violons qu'il explique aussi au visiteur. Attiré par ce lieu enchanteur, le jeune Gourvillois a investi le rez-de-chaussée qui accueille «Les Violons du château», son entreprise née dans les grandes pièces aux hautes fenê-

tres habillées de rideaux épais et chaleureux. L'immense salle qui servait de salle à manger aux enfants de l'école Montessori dans les années 2012-2013, s'est transformée en atelier où règne l'odeur du bois noble. C'est là que le jeune luthier façonne ses violons, manie les gouges et autres couteaux à bois, qu'il vernit ses instruments à l'aide de vernis qu'il fabrique lui-même à base de produits naturels, qu'il range méticuleusement son matériel.

A l'opposé du bâtiment, une grande salle sert de vitrine à son activité. C'est là, dans cet univers précieux qu'il reçoit ses clients. «Les Japonais qui mettent 8 000€ dans un violon n'hésitent pas à se déplacer. Je leur offre la vie de château en prime», conclut malicieusement le luthier.

Marie-France DUMOUT

(1) Visites tous les jours de 9 h à 12 h sur rendez-vous. Contact au 06 13 91 02 56.

Le gouvernement face au péril jaune

- Mesures en vue, appels à la raison au nom de la sécurité
- L'exécutif tente de désarmer la fronde des «gilets jaunes» avant samedi ■ Un mouvement dont l'ampleur reste incertaine.

A cinq jours de la journée de mobilisation des «gilets jaunes» contre la hausse des prix des carburants, l'exécutif s'inquiète et ce d'autant que l'ampleur du mouvement reste difficile à mesurer. Vendredi, lors de son périple mémoriel, Macron avait lui-même sou-

ligné le risque d'une coagulation des mécontentements pouvant déboucher sur un mouvement plus large. «Je me méfie toujours de ces mouvements où on mélange tout», avait-il lancé aux clients d'un bar où il avait fait étape.

Carburants: l'exécutif affine ses mesures

Pour faire baisser la tension, une partie du gouvernement - Bruno Le Maire (Économie), François de Rugy (Transition écologique), Gérard Darmanin (Comptes Publics) et Elisabeth Borne (Transports) - a planché hier autour du Premier ministre sur les mesures d'accompagnement. Des décisions devraient être officialisées d'ici demain, jour de Conseil des ministres.

Prime à la conversion renforcée. L'idée d'un chèque carburant, réclamée notamment par LR, apparaît écartée par Matignon mais la prime à la conversion des vieux véhicules devrait être renforcée: l'exécutif pourrait s'engager à en financer jusqu'à près d'un million d'ici 2022, au lieu des 500.000 actuellement prévus.

Aides pour les carburants défiscalisés. Quant aux aides pour les carburants, comme dans les Hauts-de-France, elles seraient défiscalisées.

Le chèque énergie élargi. Le chèque énergie, une aide de 150 et bientôt 200 euros pour payer les factures d'énergie, devrait être élargi à six millions de foyers, soit 20 % des Français, contre quatre millions actuellement.

Le forfait covoiturage avancé. Enfin, toujours selon ces sources proches

du dossier, l'exécutif pourrait avancer à janvier 2019 la mise en place prévue du forfait versé par l'employeur aux employés se rendant sur leur lieu de travail en covoiturage (200 euros).

Yannick Jadot, tête de liste écologiste (EELV) pour les européennes, a regretté que «ce gouvernement malheureusement déroule le tapis rouge aux constructeurs automobiles pour ne rien leur imposer».

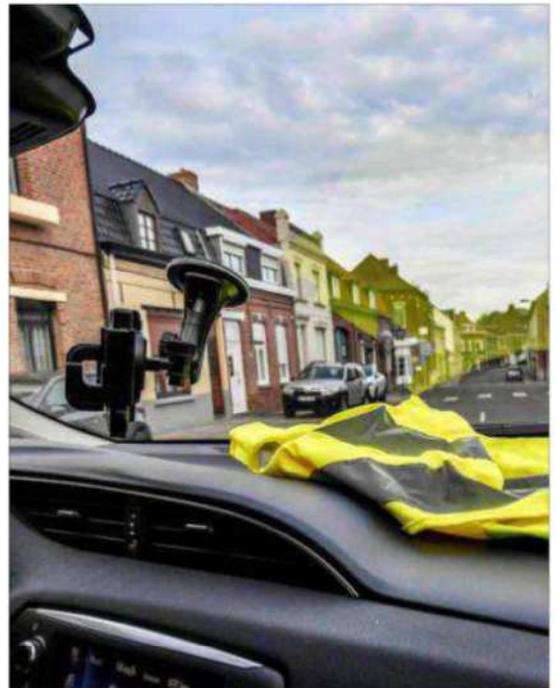
Gilets jaunes: soutien de l'opposition

Le mouvement des «gilets jaunes» a reçu le soutien de plusieurs partis d'opposition, du Rassemblement national de Marine Le Pen à la France insoumise de Jean-Luc Mélenchon en passant par Les Républicains de Laurent Wauquiez qui participera lui-même à une manifestation samedi dans son département de Haute-Loire. «Il faut que le gouvernement entende les Français» et renonce à la hausse de ces taxes sur les carburants «très injustes», a déclaré hier Marine Le Pen, qui estime que le mouvement «peut se prolonger» même si elle-même ne manifesterait pas samedi.

Sur Europe 1, Benjamin Griveaux a dénoncé hier une nouvelle fois «ceux qui seront tentés de faire de la récupération politique».

La sécurité en question

Le gouvernement «craint» aussi pour «la sécurité des personnes», a indiqué hier la ministre du Travail, Muriel Pénicaud, rappelant que les «gilets jaunes» n'étaient pas une or-



Le gouvernement espère réussir à faire baisser la tension avant la journée de blocage des routes des «gilets jaunes» prévue samedi. Photo archives AFP

Les vieux diesels bannis du Grand Paris à l'été 2019

La métropole du Grand Paris (MGP) a voté hier l'interdiction de circulation des véhicules les plus polluants dès juillet 2019, soit les véhicules diesel de plus de 18 ans et essence de plus de 21 ans, dans un large périmètre autour de la capitale. «Nous devons faire preuve de courage collectif», a déclaré devant les élus le président de la MGP, Patrick Ollier, évoquant les «5.000 à 6.000 morts par pollution chaque année dans la région».

Le président de la métropole veut désormais «se tourner vers l'État, la région Ile-de-France, IDF Mobilités» pour obtenir des moyens financiers. Ce vote intervient au moment où le gouvernement lance des mesures incitant les Français à se tourner vers des véhicules plus propres. Pour entrer en vigueur, l'interdiction doit faire l'objet de consultations auprès de la population de chacune des communes, et les 79 maires concernés doivent ensuite prendre des arrêtés.

ganisation «structurée». La ministre s'est par ailleurs interrogée sur la «grève des PV» annoncée par le syndicat Unité-SGP-Police-FO en «solidarité» avec le mouvement du 17 novembre. «Ce jour-là, ils vont autoriser à utiliser les places handicapées (des personnes) qui ne sont pas handicapées», autoriser «quelqu'un à brûler un feu rouge?»

22 ONG entrent dans le débat

Dans une tribune publiée sur FranceInfo.fr, les 22 associations du Réseau Action Climat (Greenpeace, WWF, Oxfam...) se sont engagées hier dans le débat sur la hausse des prix des carburants, prônant un «soutien financier» pour ceux qui ne peuvent faire autrement que d'utiliser leur voiture. Selon elles, le gouvernement est «responsable de la crise en cours, puisqu'il tarde à mettre en place des

mesures rapides et suffisamment ambitieuses pour financer les alternatives à la voiture et aider ceux qui n'ont pas les moyens de se déplacer autrement». «Responsable aussi parce que cette fiscalité qui touche les Français épargne les secteurs les plus polluants et émetteurs de gaz à effet de serre, comme le secteur aérien ou le transport routier de marchandises», ajoutent-elles. Les ONG attendent beaucoup de la loi mobilités qui sera présentée en Conseil des ministres le 21 novembre.

Macron demain au JT de 20h sur TF1

Emmanuel Macron répondra aux questions de Gilles Bouleau, depuis le Charles de Gaulle, demain dans le JT de 20h de TF1. Cette interview, réalisée en direct, devrait durer une dizaine de minutes. L'unique porte-avions nucléaire français, entré en service en 2001, vient d'être rénové.

Les enseignants mobilisés pour leurs effectifs

Des milliers de profs ont fait grève hier et défilé dans plusieurs villes de France pour protester contre les suppressions de postes dans l'Éducation nationale.

Les chiffres vont du simple au double: la grève contre les suppressions de postes dans l'Éducation était suivie hier par près d'un enseignant sur deux dans le second degré et un sur quatre dans le primaire selon les syndicats, le ministère ne recensant que 10% de grévistes chez l'ensemble des personnels (11,3% chez les seuls enseignants). Des manifestations se sont déroulées aussi dans plusieurs grandes villes. À Paris notamment, quelque 3.900 personnes selon la préfecture de police ont marché derrière une banderole proclamant: «Pour une autre politique dans l'éducation. Refus de toutes les suppressions de postes.» «Toutes les organisations syndicales se retrouvent sur un socle commun: les suppressions de postes; tout le monde s'est mis d'accord pour dire stop», a expliqué Stéphane Crochet, à la tête du SE-Unsa éducation. Selon le syndicaliste, c'est la première fois depuis 2011 qu'un appel à la grève dans l'éducation rassemble toutes les organisations syndicales,



Photo AFP

Le budget 2019 prévoit de supprimer 2.650 postes dans les collèges et lycées publics.

de la maternelle au lycée, dans le public et dans le privé.

Poussée démographique en collège et lycée

Sophie Sauvageot, conseillère principale d'éducation (CPE) au lycée polyvalent Gustave-Monod d'Enghien-les-Bains, dans le Val d'Oise, explique que son établissement a «perdu 7 personnes l'an dernier dans l'équipe de vie scolaire alors qu'il y en avait 18 l'année d'avant. C'est plus tendu parce que les élèves sentent que l'adulte n'est plus là». Josepha Balsalobre, prof d'éco-gestion, s'inquiète, elle, de la diminution du personnel administratif. «On va surcharger le personnel administratif des établissements, ce

qui va induire une dégradation du suivi des élèves.»

Le budget 2019, dont le volet Éducation nationale sera discuté en session plénière aujourd'hui à l'Assemblée, prévoit de supprimer 2.650 postes dans les collèges et lycées publics, 550 dans le privé, 400 dans l'administration. Quelque 1.800 postes seront créés au primaire, en vertu de «la priorité au primaire» voulue par Jean-Michel Blanquer. Les syndicats ne comprennent pas ces réductions d'effectifs, au regard de la poussée démographique attendue en collège et lycée. L'Agence des statistiques du ministère de l'Éducation prévoit en effet une hausse de 40.000 élèves à chaque rentrée entre 2019 et 2021 dans le secondaire.

■ FONCTIONNAIRES

Les allers-retours avec le privé encouragés

Pour faciliter la mobilité entre secteurs public et privé, les fonctionnaires pourront bientôt quitter temporairement la fonction publique pour le privé et conserver leurs droits à l'avancement pendant cinq ans, selon un décret adopté hier au conseil commun de la fonction publique. Cette expérience dans le privé sera donc prise en compte pour une promotion de grade au retour du fonctionnaire dans le public. Pour pouvoir renouveler sa mise en disponibilité - dans la limite de 10 ans cumulés au maximum - il devra occuper un emploi permanent dans la fonction publique pendant au moins deux ans entre-temps. La CGT avait dénoncé des mesures qui «facilitent encore davantage le pantouflage» lors des débats à l'Assemblée nationale.

Cet après-midi



La douceur persiste.

Les nuages sont encore nombreux le matin, avec des brumes. Le soleil devrait réussir à faire de belles apparitions tout au long de l'après-midi. Le vent est de Sud à Sud-Est faible. Les températures maximales sont proches de 16 degrés l'après-midi.

Mercredi



Judi



Vendredi



Samedi



Dimanche



Lundi



Avant le blocage, le déminage

CARBURANTS L'exécutif prépare des mesures pour compenser la hausse des prix à la pompe. Et désamorcer les « gilets jaunes »

JEFFERSON DESPORT
j.desport@sudouest.fr

Alors que le mouvement des « gilets jaunes » a appelé à bloquer les routes samedi, pour protester contre la hausse des carburants, le gouvernement s'active toujours à déminer la situation. Hier matin, le Premier ministre a réuni à Matignon, les ministres concernés. Soit Bruno Le Maire (économie), François de Rugy (Transition écologique), Gérard Darmanin (Comptes publics) et Elisabeth Borne (Transports).

Le but : étudier les moyens d'atténuer cette envolée des prix à la pompe. En particulier pour les plus modestes. Pour, in fine, répondre à cette colère grandissante qui a valu à Emmanuel Macron, la semaine dernière, d'être régulièrement pris à partie lors de son itinérance mémorielle sur les champs de bataille de la Grande Guerre. Invité de France Inter, juste avant que ne débute cette réunion de travail, Bruno Le Maire, le locataire de Berty, a rappelé qu'il était contre la mise en place d'un « chèque carburant » : « Je ne le souhaite pas. Parce que cela revient à subventionner le pétrole, c'est-à-dire notre dépendance aux puissances étrangères. »

Chèque énergie

Parmi les pistes étudiées, deux mesures émergent. La première reposerait sur une augmentation du chèque énergie. Ce qui, aux yeux de Bruno Le Maire, présenterait l'avantage de pouvoir dépasser le seul sujet des carburants et d'intervenir également sur le chauffage et le fuel. Si la décision est en cours d'arbitrage, près de 6 millions de foyers, soit environ 20 % des Français, y seraient éligibles, contre 4 millions actuellement.



Près de 200 personnes se sont rassemblées, samedi dernier, à Langon pour préparer le mouvement du 17 novembre. PHOTO J. JAMET

La seconde porterait sur le renforcement de la prime à la conversion, versée pour faciliter la mise hors de circulation des véhicules les plus polluants. Et ce au profit de voitures neuves. Ainsi, l'exécutif pourrait s'engager à en financer, non plus 500 000, mais près d'un million d'ici 2022. « Je souhaite une réponse forte, juste et cohérente. Visible », a précisé Bruno Le Maire. Mais, poursuit-il, on ne doit certainement pas abandonner notre ligne de transformation du parc automobile français. En clair : compenser oui, reculer non.

L'opposition en embuscade

En attendant, le rendez-vous de samedi se prépare aussi sur le terrain politique. Si ce mouvement des « gilets jaunes » se dit citoyen, il a déjà reçu le soutien du Rassemblement national de Marine Le Pen, de la France insoumise de Jean-Luc Mélenchon, et de Debout la France de Nicolas Dupont-Aignan. Le Parti socialiste sera lui aussi

« au côté des Français », samedi. Quant à Laurent Wauquiez, le patron des Républicains, il participera à une manifestation en Haute-Loire.

Dans ce contexte, le gouvernement devrait officialiser ses choix au plus tard demain, à l'issue du Conseil des ministres. Sachant que mercredi soir, le chef de l'État sera l'invité de 20 heures de TF1. Vraisemblablement pour détailler et expliquer ces annonces. Seront-elles capables de désamorcer le mouvement de samedi ? C'est tout l'enjeu. Emmanuel Macron, qui jusque-là a toujours tenu face à la rue, ne cache d'ailleurs pas sa crainte de voir s'agglomérer « aux gilets jaunes » d'autres mécontents.

Reste que pour l'heure, il est impossible encore d'évaluer l'ampleur du mouvement à venir. S'agira-t-il d'une vaguelette ou d'une lame de fond ? Le seul élément disponible à ce stade est une carte des manifestations publiée sur Internet. Celle-ci recense plus de 650 rassemblements sur le territoire.

Grève et défilés contre les suppressions de postes

ÉDUCATION Des cortèges, mais pas de raz-de-marée hier, malgré l'unité du front syndical

Difficile d'évaluer l'ampleur de la mobilisation des enseignants, hier, tant les estimations varient selon les sources. Dans un communiqué publié en milieu de journée, le rectorat de Bordeaux évoque 9,13 % de grévistes parmi les professeurs des écoles, et 14,8 % dans les collèges et les lycées. Le Snes, premier syndicat dans le secondaire, évaluait, lui, à « près d'un sur deux » le nombre de professeurs en grève dans les collèges et lycées. Le mode de calcul est certes différent : dans ses pourcentages, le rectorat se réfère au nombre total de professeurs, quand les syndicats rapportent le nombre de grévistes aux effectifs des professeurs travaillant ce lundi. Mais de là à expliquer un tel écart...

Un test pour Blanquer

Les enseignants mobilisés ont aussi défilé dans les grandes villes : ils étaient entre 500 et 1 000 à Bordeaux. Ce n'est pas un flop, mais pas un raz-de-marée non plus, alors que, pour la première fois depuis 2011, toutes les organisations syndicales s'étaient rassemblées autour de cet appel à la grève. FSU, CFDT, Unsa, Snaic... Un front commun face aux suppressions de postes que prévoit, pour l'an prochain, le budget : 2 650 en moins dans le secondaire, 400 dans l'administration. Ce projet de budget 2019,

en discussion à l'Assemblée nationale, crée aussi 1 800 postes supplémentaires dans le primaire.

2 650 postes sur 900 000 enseignants, cette baisse n'est-elle pas très relative ? « Au quotidien, professeurs et personnels travaillent dans des conditions souvent difficiles : ces baisses vont encore accroître les tensions », explique Jean-François Bourdoncle, secrétaire académique du Sgen-CFDT. « Nous faisons grève contre les suppressions de postes, mais aussi pour exprimer notre inquiétude sur la réforme du lycée, dont la mise en œuvre doit commencer à la rentrée 2019. Nous n'avons, à ce jour, aucune information sur les modalités... », note Jean-Pascal Méral, secrétaire général du Snes, dans l'académie de Bordeaux.

Si la mobilisation n'est sans doute pas à la hauteur des attentes syndicales, la journée d'hier a marqué le premier mouvement de défiance à l'égard de Jean-Michel Blanquer, dont les réformes ont, jusqu'ici, été assez bien accueillies par les enseignants. Et souvent conformes à leurs attentes - retour à la semaine de quatre jours dans le primaire, rétablissement des classes bilingues, doublement des classes de CP dans les quartiers défavorisés...

Julien Rousset



Près d'un millier de personnes ont défilé à Bordeaux. PH. T. DAVID © SO

Comment mieux gérer son budget

ÉCONOMIE La Banque de France a lancé un site Internet pour aider les particuliers à mieux maîtriser leurs dépenses. Une mission prioritaire aux yeux du directeur régional

NICOLAS CÉSAR
n.cesar@sudouest.fr

«L'inculture des Français sur les questions économiques est inquiétante», alertait en mai dernier Pierre Robert, professeur agrégé de sciences économiques dans une étude pour l'Institut Sapiens. Car, ce n'est pas sans conséquences sur la manière dont les ménages gèrent leur budget, ce qui peut conduire au surendettement. Et, cela a aussi des répercussions sur l'économie nationale. Ainsi, Emmanuel Macron ne cesse de déplorer que la population place autant son épargne dans le Livret A (10 milliards d'euros collectés en 2017), malgré son faible rendement. Le président de la République préférerait que cet argent soit davantage investi dans les entreprises pour les aider à se développer.

Les résultats du dernier sondage du comité stratégique d'éducation financière auprès de 2 154 personnes sont éloquentes : 60 % des personnes interrogées ne maîtrisent pas le calcul d'un intérêt sur un placement et 46 % ne savent pas ce qui se cache derrière la notion de crédit renouvelable. Ce qui peut faire dérap

dangereusement les finances d'un ménage. En vérité, le problème est que 43 % des sondés ont le sentiment de ne pas disposer d'informations suffisamment fiables et neutres pour gérer efficacement leur budget.

Des fiches pratiques

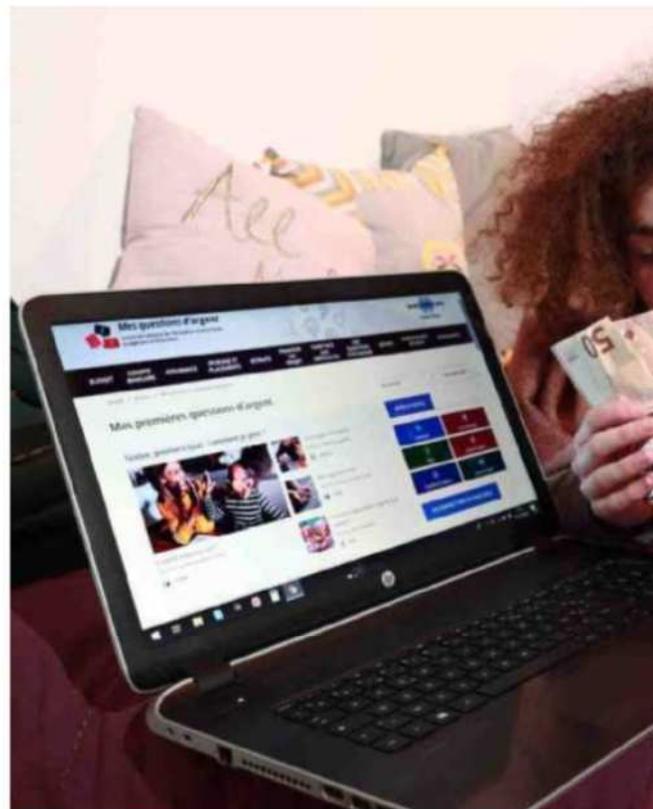
Pour tenter de remédier à ce désamour entre les Français et l'économie, l'Etat a confié en 2016 à la Banque de France, gardienne de notre

Les rubriques les plus consultées sont celles du simulateur de budget et les modèles de lettres de résiliation

politique monétaire, une nouvelle mission : éduquer et d'informer les particuliers sur ces problématiques. C'est dans ce contexte qu'a été créé en janvier 2017 le portail Web « Mes questions d'argent », un Wikipédia des sujets financiers, où les sources sont scrupuleusement sélectionnées par la Banque de France. « Le site est très pratique. Il y a, par exemple, des lettres types pour résilier l'assurance de son crédit immobilier, mais aus

si une application pour « piloter son budget » et connaître son reste à vivre hebdomadaire ou mensuelle. En outre, il y a des conseils pour aider des jeunes à financer leur permis de conduire, ou encore des informations sur les questions monétaires, voire des documents pour les cours de professeurs, notamment sur l'histoire de la pensée économique... », égrène Patrick Berger, le directeur de la Banque de France en Nouvelle-Aquitaine.

La liste des documents à disposition est longue : du formulaire d'aide au paiement d'une complémentaire santé, aux procédures à suivre suite à une séparation, en cas de litige avec sa banque, après le décès d'un proche, en passant par des quiz pour tester ses connaissances économiques. Pour se repérer facilement, le portail est organisé selon dix thématiques : budget, épargne et retraite, compte bancaire, assurance, financer un projet, faire face aux difficultés... avec des rubriques dédiées aux jeunes, aux partenaires sociaux et aux enseignants. Pour que tous ces contenus soient accessibles au plus grand nombre, les formats de lecture sont multiples : documents PDF, vidéos et foires aux



questions. Sans surprise, les rubriques les plus consultées sont celles du simulateur de budget et les modèles de lettres de résiliation. Le site renvoie aussi vers des « humains » via un précieux annuaire de contacts par département de la Banque de France et de ses partenaires sociaux.

Outils pour travailleurs sociaux

Des outils, que le directeur régional de la Banque de France, qui dispose de 500 salariés répartis dans 13 sites sur la Nouvelle-Aquitaine, s'attèle à faire connaître auprès des travailleurs sociaux, qui sont les premiers prescripteurs de ce site, à travers pas moins de 1 600 formations par an sur le territoire, qui sensibili-

sent aussi au problème de surendettement. Le fruit de partenariats étroits avec les instituts régionaux du travail social, les missions locales et les conseils départementaux. Parallèlement, l'institution se déploie aussi dans les établissements scolaires pour sensibiliser les jeunes générations aux questions économiques, du primaire à l'enseignement supérieur, en appui des professeurs.

Car, si aujourd'hui, le nombre de ménages surendettés a diminué de 5 % au niveau national (dans la région, il y a 21 064 personnes surendettées, dont 54 % de femmes), peu de personnes sont à l'abri. Un accident de la vie peut tout bouleverser. « Si un chauffeur livreur et une caissière à temps partiel se séparent, ce-

LE TWEET DU JOUR



Le Cognac au cœur de la biodiversité : deux nouvelles mesures agro-environnementales inscrites au cahier des charges de l'appellation. Bravo !
#Cognac #France #Spirits
Jean-Sébastien Robicquet@maisonvillevert

Cet été, l'Organisme de défense et de gestion (ODG) de l'AOC cognac a décidé d'inscrire au cahier des charges de l'appellation « l'interdiction du désherbage chimique des tournières » (les bouts de rang où les tracteurs font demi-tour) et « l'interdiction du désherbage chimique total des parcelles de vignes ». Ces mesures seront détaillées et commentées, le 20 novembre, lors d'une conférence de presse à Vinitech à Bordeaux.

LE CHIFFRE DU JOUR

66,7 % des Charentais sont propriétaires. Ils occupent en moyenne leur logement depuis vingt-deux ans. En France, 58 % des ménages sont propriétaires de leur résidence principale (chiffres Insee).

CHARENTE

Alcool au volant, des contrôles à venir

La nuit de samedi à dimanche a été marquée par plusieurs accidents dans le département. Sur son secteur, la gendarmerie de la Charente en a dénombré sept, dont deux graves à Chassors, puis Orgedeuil. Concernant les cinq autres accidents recensés, à chaque fois, les automobilistes étaient sous l'empire de l'alcool. Ces collisions ont eu lieu à Bécheresse, Blanzac, Chabanais, Ruffec, Saint-Genis-d'Hiersac ou encore Merpins. À Bécheresse, un conducteur a été contrôlé avec 2,54 g/L. Des taux de 1,78 g/L et 1,52 g/L ont également été mesurés. Sur Facebook, la gendarmerie de la Charente indique que dans les jours et semaines à venir, de nombreux contrôles seront mis en place.

Attention aux démarchages abusifs

Le Service de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes reçoit régulièrement des plaintes de professionnels qui sont sollicités dans le cadre de la mise en conformité des locaux recevant du public ou de la mise en conformité au règlement européen sur la protection des données. Les services de l'État appellent l'ensemble des professionnels à la vigilance lorsqu'ils sont confrontés à des démarchages commerciaux proposant des diagnostics de mise en conformité. Ces derniers sont le fait de sociétés qui n'ont aucun lien avec un service ou un organisme officiel, même si certaines d'entre elles utilisent de manière abusive les logos tricolores. Selon la préfecture : « Ces sociétés cherchent à intimider les professionnels en les menaçant d'un risque imminent de sanctions financières. » Les professionnels sont incités à remplir des formulaires en ligne et à fournir leurs coordonnées bancaires, puis sont prélevés de sommes importantes. Ces pratiques peuvent être qualifiées d'escroquerie au sens pénal. Aucun organisme n'est autorisé à agir au nom de l'État dans ces domaines et aucune rémunération n'est exigible par aucun agent public pour la préparation de dossiers de mise en conformité.

Pas de remède miracle pour Angoulême-Limoges

TRAIN Hier, le préfet de Région, Didier Lallement, a évoqué l'avenir de la ligne TER à l'arrêt sur la portion entre Angoulême et Saillat

BERTRAND RUIZ
brui@sudouest

Pas de solution magique dans la besace de Didier Lallement. Hier, le préfet de Région est venu à la rencontre des élus du territoire pour évoquer l'avenir, toujours incertain, de la liaison TER Angoulême-Limoges. Une liaison qui s'est passablement dégradée avec la fermeture, en mars 2018, de la portion entre Angoulême et Saillat-Chassenon désormais trop abîmée pour pouvoir y faire circuler des trains dessus.

Or, d'après SNCF Réseau, le coût de la régénération complète de la ligne est estimé à 150 millions d'euros. Et les caisses sonnent légèrement creux : dans le contrat de plan État-Région (CPER) 2015-2020, sur les 19,3 millions d'euros qui avaient été affectés à l'origine à des travaux de signalisation sur la ligne Angoulême-Limoges, il reste 10 millions d'euros à disposition. Dès le départ, on était donc très loin du compte...

« Sur ce dossier, je joue la transparence, affirme Didier Lallement. Les élus ont exactement les mêmes chiffres que moi. Je suis là pour les écouter et pour leur demander ce qu'ils pensent de certaines opportunités. » La première d'entre elles consisterait à engager des travaux dits « à fonds perdus » pour six millions d'euros. Des travaux de rafistolage (les trains ne pourront pas dépasser les 60 km/h) dont le coût se rajoutera forcément aux travaux



Didier Lallement, le préfet de Région, ici avec la préfète Marie Lajus, a présidé la réunion. LOIC DEQUIER

de régénération que tous espèrent. L'option, qui tient du pansement sur la jambe de bois, n'a pas vraiment les faveurs de la Région...

Crédits à basculer ?

Une autre option reviendrait à faire glisser des crédits existants du CPER vers la réhabilitation de la ligne Angoulême-Limoges. C'est ce que souhaite Nicole Bonnefoy. La sénatrice estime que les 120 millions qui doivent servir à électrifier, pour les TGV, la ligne Angoulême-Saintes-Royan pourraient être basculés sur la ligne Angoulême-Limoges, dans la mesure où la Région Nouvelle-Aquitaine pourrait faire tester les trains à hydrogène, fabriqué par Alstom, sur Angoulême-Saintes-Royan. Aux élus à décider entre eux...

À moins que l'État ne mette généreusement la main au portefeuille ? Didier Lallement n'y croit

pas vraiment. « J'ai mis en garde les élus là-dessus. Demander 150 millions d'euros à l'État comme ça, c'est une posture que l'on peut avoir en réunion. Mais, dans la réalité, ça marche rarement. » Nous avons démontré que cette ligne était essentielle pour notre territoire. Nous nous battons jusqu'au bout », réagit Philippe Bouty, président de la Communauté de communes Charente Limousine. « Je reste persuadé que c'est à l'État de faire en sorte que le train reste le mode de transport de l'avenir et donc à mettre les moyens qu'il faut », enchaine Joël Ratier, président de la Communauté de communes Porte Océane du Limousin, peu enclin à piocher l'argent dans les autres lignes de crédits du CPER : « Cela revient à déshabiller Pierre pour habiller Paul ».

La Région Nouvelle-Aquitaine a, de son côté, fait savoir qu'elle faisait

calculer sa propre estimation du montant des travaux. « Que SNCF Réseau maximise le montant des travaux ne serait pas du tout acceptable », prévient le conseiller régional et président de Grand-Angoulême Jean-François Dauré. L'estimation de la Région devrait être disponible d'ici la fin de l'année...

Et cela tombe plutôt bien. Car Didier Lallement a prévu de réunir à nouveau tout le monde à la fin janvier pour entériner, en fonction de ce qu'auront décidé les collectivités locales, quelques propositions. Fin janvier, il sera, par exemple, décidé du lancement, ou non, des études préalables à la régénération de la ligne, préambule nécessaire aux grands travaux, pour un coût de trois millions d'euros. Le préfet de Région prévient, il faudra un consensus : « Si on ne trouve une solution entre nous, cette ligne ne partira pas. »

EDF et le Département s'engagent contre la précarité énergétique

SOCIÉTÉ Hier, EDF et le Conseil départemental de Charente ont signé une convention de partenariat relative à « la gestion de la part énergie du Fonds de solidarité pour le logement ». Le document a été paraphé par Pierre-Yves Maureau pour EDF et Pierre-Yves Briand pour le Département, qui s'engagent à lutter contre la précarité énergétique. Ce dossier est confié au groupement d'intérêt public Charente Solidarités, qui vient en aide à près de 3 000 ménages charentais défavorisés chaque année.

400 personnes dans la rue pour défendre l'école

ANGOULÊME

Le cortège, réuni à l'appel de l'intersyndicale, craint la précarisation de l'éducation

Hier, un mouvement national de contestation était organisé par les différentes organisations syndicales. À Angoulême, 400 personnes environ se sont réunies à l'appel de FSU, UNSA, Sgen-Cfdt, FNECFP FO, CGT, Solidaires et UNI-SD. En outre, l'académie de Poitiers a dénombré 13 % de personnels grévistes sur l'ensemble de la zone.

Les manifestants protestent contre le budget alloué à l'éducation nationale, qui devrait déboucher sur des suppressions de postes, dont 2 650 dans le second degré, la



Les syndicats ont marché ensemble, hier. PHOTO LOIC DEQUER

fusion des académies ou encore la mise en œuvre de la réforme du lycée, dont le résultat sera, selon les manifestants, « la précarisation de

l'éducation ». « Cela forme un tout, estime Jean-Pierre Bellefaye, du syndicat Solidaires. Tout cela va se traduire, au final, par un enseigne-

ment de moins bonne qualité. C'est un classique. » Une inquiétude qui a contribué à gonfler les rangs contestataires, malgré la pluie de ce lundi. « La mobilisation est réussie, estime Jean-Pierre Bellefaye. Il y a une colère qui est en train de monter... On souhaite que cette journée débouche sur un mouvement interprofessionnel. »

Une première étape ?

« Ce n'est peut-être qu'une première étape, indiquait pour sa part Olivier Brunaud, du syndicat FO. Ce n'est pas si fréquent que l'intersyndicale se réunisse comme cela, même si elle l'avait déjà fait l'an dernier. C'est un signe, on s'y retrouve tous. »

Un texte commun a ainsi été lu avant le départ du cortège. « Les

conditions d'exercice de nos métiers n'ont jamais été si pénibles », a ainsi lancé à la tribune Christelle Fontaine, la secrétaire départementale du SNES-FSU.

« Cette journée doit marquer le début d'une mobilisation forte qui, demain, saura défendre la fonction publique violemment attaquée, les statuts bafoués, la représentativité piétinée, les personnels méprisés. Ce gouvernement, dans son entêtement idéologique, dans son arrogance, est resté sourd jusqu'ici ; nous saurons lui faire entendre nos revendications, pour un service public de qualité sur l'ensemble du territoire, pour des carrières et des métiers justement rétribués. » Le cortège a ensuite défilé dans le calme.

Adrien Ortavent

Les Gabarriers font monter la pression



LE PIÉTON

Se demande bien quelle peut être l'explication à cette scène. Sur le rond-point de Rémy-Martin, à la limite entre Cognac et Merpins, une voiture est immobilisée depuis dimanche. Un accident ? Une nouvelle œuvre d'art pour ce rond-point ? A moins que ce ne soit une publicité pour inciter à aller reprendre des cours à l'école de conduite située juste derrière...



PHOTO DR

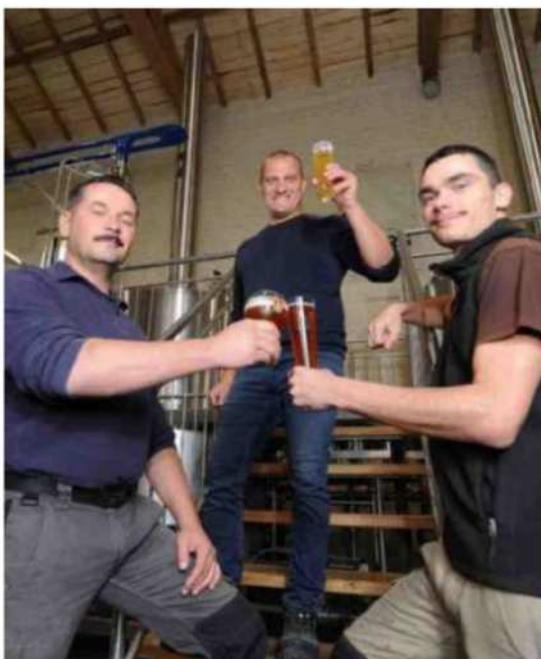
ÉCONOMIE Cette brasserie produit 6 000 hectolitres de bière par an. Elle va investir pour atteindre les 10 000 hl et sort une bière de Noël

DIIDER FAUCARD
d.faucard@sudouest.fr

Sans faire plus de bruit qu'il en faut, la brasserie Les Gabarriers affiche non seulement une bonne santé mais continue à grandir. « Nous sommes sur deux sites. La production à Plaizac (à côté de Sigogne) et la distribution à Cognac, rue de Bellefonds », précise Pascal Mounier, le directeur. Sans oublier, bien évidemment, le bar La Gabare qui se trouve juste au-dessus de cette unité de distribution et qui fonctionne plutôt bien, « et c'est un lieu où on peut tester nos créations ».

L'histoire de l'entreprise a débuté en 1998, rue des Gabarriers à Cognac, « nous y sommes restés jusqu'en 2004 et puis quand M. Berthelot a racheté la brasserie en 2008, nous avons fait sous-traiter la production et nous l'avons reprise en 2016 », poursuit Pascal Mounier. Date à laquelle la société s'est installée sur le site de Plaizac qui comprend la partie brasserie et la partie Logis (lire par ailleurs), « une brasserie entre les vignes et les champs, cela correspond à notre identité, notre volonté de coller à ce territoire », ajoute le directeur.

En posant ses valises dans la campagne jamaïcaine, la société n'a pas lésiné sur les moyens pour équiper son outil de production de 800 m². « Cela a été un investissement lourd, de l'ordre de 1,4 million d'euros. Le prix de la qualité d'un matériel allemand mais aussi du choix de produire à la fois des bières à fermentation basse et haute. « Les trois quarts des brasseries artisanales travaillent en fermentation haute, la sédimentation est rapide et la clarification naturelle. En France, il doit y avoir simplement



La maître brasseur Michaël Inverardi et son équipe trinquent au succès de la brasserie. PHOTO LOIC DEQUIER

cinq brasseries artisanales qui sont équipées comme la nôtre », souligne Pascal Mounier. Et ce n'est pas fini puisque la cuverie va être agrandie en janvier prochain.

Un nouvel investissement de 200 000 euros pour faire passer la production de 6 000 hl/an à 9 000 ou 10 000 hl/an.

Une bière de Noël

« La fermentation basse se déroule à une température de 12-13°C et donne ce que l'on appelle une bière lager qui contient un faible taux d'alcool, de l'ordre de 4, 8 %. La fermentation haute s'effectue à 22/24 °C et donne des bières plus affirmées comme la « Jack Beer » qui titre 6, 8 % », précise Michaël Inverardi, le maître brasseur.

Les bières justement, Les Gabarriers en ont quelques spécimens à leur actif. Et en premier lieu la « XO Beer » lancée en 1998. « C'est notre produit phare », souligne Pascal Mounier. Un

produit premium où la bière est associée à du cognac XO, le terroir toujours. « Quand on l'a lancée en 1998, on nous a qualifiés d'alchimistes, mais il suffit juste de trouver l'équilibre entre les produits », sourit Pascal Mounier. Une bière rehaussée par une bouteille originale, spécialement conçue par Verallia.

Derrière la « XO Beer », on trouve la gamme « Atlantique » qui regroupe quatre types : blonde, blanche, dorée et rubis, « elle est réalisée avec du pin nouveau rosé, il y a moins de sucre que dans celles à la cerise ». Et la « Jack Beer » qui a une petite sœur la « Jack Beer de Noël », lancée cette semaine. « On la trouvera dans les cafés, hôtels et restaurants. C'est une bière de saison plus maltée avec des épices : cannelle et anis étoilé et une levure différente. Elle est aromatisée, sucrée et titre 7% ».

Objectif export

Les bières des Gabarriers sont princi-



Pascal Mounier. PHOTO D.F.

LE LOGIS

Le logis de Plaizac a donc été acquis en 2016. Un domaine situé sur deux hectares de terrain où le bâtiment central compte 600 m² dont six chambres et une salle de réception de 70 m². Dans les dépendances, trois gîtes entre 85 et 90 m² ont été créés. Un superbe lieu que la société propose pour des réunions de travail d'entreprises ou des séminaires. Les gîtes sont également accessibles à la location pour les particuliers.

palement distribuées dans la région, notamment les deux Charentes. Par le biais de la société Angoulême Boissons pour cafés, hôtels et restaurants. « Nous sommes également présents dans la grande distribution locale, les magasins de produits régionaux. Nous travaillons, aussi, beaucoup avec le milieu associatif et les cavistes sur les fûts. Et au niveau de la diffusion nationale, nous sommes présents sur des sites Internet comme Saveur Bière ou Beerwulf. »

Bien implantée la brasserie espère, à présent s'exporter via la « XO Beer ». « On est sur un marché de niche. Nous allons cibler la Grande-Bretagne et les pays européens. » Dans un secteur de la bière artisanale de plus en plus concurrentiel, « et encore en Charente c'est raisonnable. Avec La Goule qui fait du bio et La Débauche et ses bières craft, nous sommes complémentaires », Les Gabarriers ont tout pour réussir.



6 000 hl de bière sortent des cuves, chaque année. LOIC DEQUIER



Le logis du domaine, où la brasserie s'est installée en 2016. L.D.

30 NOVEMBRE - 20h
Espace 3000 - Cognac

Le grand examen du Code de la route

COGNAC
Entrée libre / GRATUIT
Inscription 05 45 82 38 48

AGENDA

AUJOURD'HUI

Secours catholique. De 9 h 30 à 11 h 30, vente de vêtements à petits prix et réception des dons, au 13 rue Millardet. Ouvert à tous.

Vernissage. À partir de 18 h, « Toute réalité confondue ! », peintures et photographies de Jacques Narceau et Bernard Aubert, aux Récollets, salle du Prieuré.

Conseil de quartier St Martin. À 19 h, à la maison de quartier, 1 rue de Marennes.

Bridge. À partir de 14 h, cours gratuits d'initiation et de perfectionnement avec une équipe animée par Christiane Puissant et Laurent Rocher, au Bridge Club Cognacais, 72 rue de Pons.

UTILE

« Sud Ouest » rédaction, 9, place François-1^{er}, 16 100 Cognac.
Courriel : cognac@sudouest.fr
Tél. 05 45 36 62 80.

Remise de médailles à l'atelier des Vauzelles

La salle de restauration de L'atelier des Vauzelles, établissement de service d'aide par le travail (Esat), a revêtu une configuration très cérémonielle vendredi pour récompenser six des siens. Étaient présents les moniteurs d'atelier, leurs équipes (soit un effectif de 84 personnes) et les encadrants : Jeanine Sixta, présidente de l'espace d'insertion en région de Cognac, le directeur du pôle adulte, Frédéric Moreau, et Alexandra Anseur, directrice adjointe, qui a procédé à la remise des médailles.

Les ateliers des Vauzelles déploient diverses activités que sont l'entretien des espaces verts, le maraîchage biologique, la fabrication de bacs à fleurs, la sous-traitance industrielle, avec une nouveauté cette année : le service de livraison, pour lequel l'atelier a acquis un camion plateau. La mise à disposition de personnel en entreprise constitue le dernier volet de compétence.

Employé dans ce dernier cadre, Joël Etevenard a reçu sa médaille de vermeil en présence de son em-

ployeur, Olivier Sulpie, à la tête de l'entreprise Sulpie baby-foot. Le médaillé était d'ailleurs chaudement attendu hier, avec une bouteille, pour fêter l'événement aux côtés de ses collègues de travail.

Sandra Balian

LES MÉDAILLÉS

ÉCHELON OR Alain Roux, 37 ans à l'ESAT et en retraite depuis le 1^{er} octobre dernier, Joël Etevenard 37 ans à l'ESAT et 10 ans de présence au sein de Sulpie baby-foot.

ÉCHELON VERMEIL Jean-Pierre Phélippeau 30 ans à l'ESAT actuellement aux espaces verts, Annie Bajot 30 ans à l'ESAT actuellement spécialisé dans le collage de grands stickers sur des caisses.

ÉCHELON ARGENT Lætitia Cam 20 ans à l'ESAT et affectée aujourd'hui aux carafes en forme de tour Eiffel, Nathalie Breteau 21 ans à l'ESAT, effectue aujourd'hui le contrôle qualité bouteilles d'une grande maison de Cognac.



Frédéric Moreau, Jeanine Sixta, Alexandra Anseur et Olivier Sulpie. PHOTO S. B.

Papier dentelle et tartare de contes

LITTÉRATURES EUROPÉENNES Le festival, dont la 31^e édition s'ouvre jeudi, dédie une partie de son programme au public jeunesse

PHILIPPE MÉNARD
p.menard@sudouest.fr

Littératures européennes soigne le public jeunesse, soucieux de titiller le plaisir de lire quasiment dès le berceau. Les œuvres des auteurs choisis par le festival résonnent avec le thème de cette 31^e édition, les pays bordant la mer Baltique. Ils préparent le terrain cette semaine en bondissant d'une école à l'autre.

Ce week-end, ils animeront plusieurs ateliers. Gare ! Les effectifs sont limités, il est conseillé de réserver dès maintenant. Samedi à 10 h 30, Olivier Latyk propose une initiation au papier dentelle, à partir de 9 ans. C'est avec cette technique, maîtrisée avec virtuosité, qu'il s'est attaqué à un grand classique, « Le merveilleux voyage de Nils Holgersson ». Son auteur, la Suédoise Selma Lagerlöf, fut la première femme à décrocher le prix Nobel de littérature, en 1909.

Un jeu à la Fondation Martell

À la même heure, samedi, Julia Chausson encadre un atelier gravure pour les plus de six ans. Elle vient au festival avec « Le géant du pays des glaces », inspiré d'un conte lapon. Morgane de Cadier et Florian Pigé assurent un atelier autour du papier découpé. Ils signent « Le secret du loup », un récit magnifiquement illustré.



L'illustrateur Olivier Latyk, qui reprend un classique, « Nils Holgersson », anime un atelier samedi. PHOTO ARCHIVES FRANCK MOREAU

Dans un autre registre, la compagnie angoumoisine Artefa explique les ficelles du bruitage au cinéma, à partir d'un vieux film de Disney. Aux enfants d'imaginer quel instrument du quotidien peut servir pour réaliser le bon bruit ! À suivre samedi, à 11 heures. Dimanche à 11 heures, Elsa Chausson, de la compagnie La Sensible, passe à la moulinette « les contes de notre enfance », pour en faire un « tartare de contes » à déguster en famille. « Petits, à partir de 7 ans, et grands passeront un bon moment ! »,

promet le festival. En dehors des murs de la Salamandre, où bat le cœur du festival, la Fondation Martell accueille un « grand jeu battle » de 5 à 11 ans. « Les enfants vont défier les trois illustrateurs de la sélection. Ils leur demanderont de dessiner en trois minutes ce qu'ils imaginent ! Rires en perspective ! » Le tout est suivi d'un goûter.

Réervations, contact@litteratures-europeennes.com ou sur place à la Salamandre. Tél. 05 45 82 88 01.

CHÂTEAUBERNARD

Concours de tarot. Le 21 de Châteaubernard organise son traditionnel concours de tarot aujourd'hui (chaque 2^e mardi du mois) à 21 heures, salle Jean-Tardif. Ouvert aux li-

cenciés et aux non licenciés. Renseignements au 06 84 17 99 40.

La croissance française s'élèverait à 0,4 % au 4^e trimestre

BANQUE CENTRALE C'est une première estimation de la Banque de France dévoilée hier. En octobre, l'industrie a connu un ralentissement principalement imputable au secteur automobile mais « les services continuent de croître rapidement » et « le bâtiment progresse nettement », selon la Banque centrale. La croissance de l'économie française a connu un trou d'air au deuxième trimestre, tombant à 0,2 %, avant de rebondir à 0,4 % au troisième trimestre. Pour l'ensemble de l'année, la croissance escomptée par l'Insee ainsi que par le FMI est de 1,6 %, contre 1,7 % projeté par le gouvernement. Un niveau qui reste quoi qu'il en soit en deçà de celui de 2017, lorsque le PIB français avait progressé de 2,2 % en données brutes.